

Patrick DELVERT
Cheminot
Karine PÉCHÉ
Ouvrière



Pour un gouvernement ouvrier au service de la population

**Le sud de la Seine-et-Marne : une région sinistrée médicalement !
Huit fois moins de médecins au km²
que dans le reste de l'Île de France (0,51 contre 3,97 !)**

La Seine-et-Marne occupe le 94^e rang pour les lits et places d'hospitalisation (37% de moins que la moyenne nationale). L'espérance de vie y est la plus faible de l'Île de France avec une mortalité supérieure de 14% à la moyenne régionale.

Dans le sud du 77, les taux de mortalité par cancer du sein et maladies cardiovasculaires sont les plus élevés de la région. La psychiatrie est sinistrée. Voilà, en particulier le résultat du *numerus clausus* qui empêche un recrutement suffisant de médecins.

Face à ce constat dramatique, il faudrait développer l'hospitalisation publique ! À l'inverse, les gouvernements ferment les services, les lits, les postes et privatisent. Dans le nouvel hôpital de Melun, il y aura 224 lits de chirurgie pour le privé contre 30 pour le public ! Le bloc opératoire avec ses seize salles d'opération sera la propriété de la clinique qui en louera deux à l'hôpital : 14 pour le privé, 2 pour le public !

Non à la privatisation de la chirurgie à l'hôpital de Melun

La situation va s'aggraver avec le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) qui conduit à la fusion des hôpitaux de Melun, Montereau, Nemours, Fontainebleau, Brie-Comte-Robert et Provins.

Pour couper dans les dépenses, ils ferment services, lits, postes, au mépris de la santé des patients.

C'est la conséquence des lois Bachelot et Touraine qui privatisent, restreignent l'accès aux soins en application des directives européennes mises en œuvre par l'Agence Régionale de Santé. Et Macron a prévu de gouverner par ordonnances pour s'attaquer au Code du travail, à la Sécurité Sociale et aux dépenses de santé.

- Abrogation des lois El Khomri, Touraine et Bachelot et des GHT.
- Interdiction des licenciements.
- Renationalisation de La Poste, de la SNCF, d'EDF-GDF, des autoroutes...

- Rétablissements des classes et des postes supprimés dans les écoles, collèges et lycées,
- Abrogation des réformes des rythmes scolaires et du collège.

Non aux mesures anti-ouvrières de Macron !

Pour la démocratie, pour en finir avec la V^e République et l'Union européenne !

Pour une assemblée constituante souveraine

Avec des délégués mandatés, élus à la proportionnelle intégrale et révocables à tout moment.

Pour la construction d'un authentique parti ouvrier

plus d'informations : poid77.com

* Comité POiD de MELUN

* contact : poid.melun@gmail.com

POiD

Parti ouvrier indépendant démocratique

• 34, rue Villiers-de-L'Isle-Adam 75020 PARIS

• poidemocratique@orange.fr

Vu, les candidats

Que propose le Parti ouvrier indépendant démocratique ?

» **Au gouvernement Macron, gouvernement capitaliste** qui veut liquider la Sécurité sociale, le Code du travail et la retraite par répartition, nous opposons le combat pour un gouvernement ouvrier, qui, rompant avec la V^e République et l'Union européenne :

- bloquera les licenciements ;
- rétablira la Sécurité sociale de 1945 fondée sur la solidarité ouvrière ;
- renationalisera les entreprises publiques privatisées ;
- rouvrira les services d'hôpitaux, les bureaux de poste et tous les services publics fermés ;
- permettra à tous les jeunes, à tous les travailleurs d'obtenir un vrai travail, un vrai salaire ;
- abrogera les contre-réformes El Khomri, Touraine, NOTRe, etc.

» **À la V^e République, régime anti-démocratique** avec son état d'urgence, son 49-3, ses ordonnances, **nous opposons** la nécessité de convoquer **l'Assemblée constituante souveraine de délégués élus, mandatés, révocables** qui établira une authentique République démocratique dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu.

» **À l'Union européenne**, machine à tout détruire au service des banquiers et des spéculateurs, **nous opposons la nécessité d'abroger les traités**, de jeter les bases d'une véritable union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, se débarrassant du fardeau de la dette imposée par la classe capitaliste (qui n'est pas celle des peuples), des directives et des traités.

» **À la volonté du gouvernement Macron d'intégrer les organisations syndicales** à ses plans destructeurs, **nous opposons la défense de l'indépendance des organisations syndicales.**

» **À la politique de guerre, d'ingérence et d'interventions militaires** – dans le cadre des « coalitions » dirigées par Trump, ou de l'ONU ou de l'OTAN – **nous opposons la nécessité du retrait immédiat des troupes françaises** de tous les pays où elles interviennent et l'affectation du budget de la guerre aux services publics (c'est pourquoi nous sommes partie prenante, avec des organisations ouvrières de 47 pays, du *Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière-COI*).

» **À la coalition des exploiters**, des patrons et des gouvernants à leur service, **nous opposons l'urgence de forger le front commun des travailleurs et de leurs organisations** sur la base des revendications ouvrières, unis dans la mobilisation de classe pour faire reculer le gouvernement.

» **À tous les discours sur « le bien commun » et « l'intérêt général »**, **nous opposons la lutte de classe**, car la lutte de classe, c'est la démocratie, le droit imprescriptible pour les exploités, les opprimés de s'organiser par eux-mêmes, avec leurs propres organisations sur leur propre terrain, pour défendre leurs droits et leurs garanties.

» **À tous ceux qui vous disent : il n'y a plus besoin de partis ni de syndicats**, il suffit qu'il y ait des « mouvements » représentant toute la société, **nous opposons la nécessité pour les travailleurs de disposer d'outils pour se défendre**, d'organisations de classe.

Voilà pourquoi, pour le gouvernement ouvrier, pour la démocratie, pour la République, pour le socialisme, nous sommes engagés dans la construction d'un parti ouvrier.

Rejoignez-nous !

